

Unité interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 3 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PERNOT S.E.T. (Essia)

PERNOT S.E.T.
2 chemin MALAVAL
39303 Champagnole

Références : AC/MV/2023/C_123
Code AIOT : 0012100171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement PERNOT S.E.T. (Essia) implanté En Trepugnat Essia 39270 La Chailleuse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERNOT S.E.T. (Essia)
- En Trepugnat ESSIA 39270 La Chailleuse
- Code AIOT : 0012100171
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive autorisée par arrêté préfectoral du 23 juin 2016 dans le cadre d'un renouvellement et d'une extension.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : niveaux de production, phasage et modalités d'exploitation, sécurisation du site, mesures paysagères, eaux de ruissellement, vibrations, suivi écologique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Mesures de réduction relatives au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 26	/	Sans objet
12	Mesures de suivi relatives au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 26	/	Sans objet
15	Gestion des hydrocarbures et produits pétroliers polluants	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 31.4.2	/	Sans objet
17	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7	/	Sans objet
2	Stockage de déchets inertes extérieurs au site	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 6.2	/	Sans objet
3	Panneaux	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 12	/	Sans objet
4	Accès à la carrière et desserte	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 28	/	Sans objet
5	Impact paysager	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 20	/	Sans objet
6	Cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 22.1	/	Sans objet
7	Géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 22.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Retrait de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 22.3	/	Sans objet
9	Gestion des matériaux	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 23.3	/	Sans objet
10	Phasage	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 24	/	Sans objet
13	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 30	/	Sans objet
14	Gestion des hydrocarbures et produits pétroliers polluants	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 31.4.2	/	Sans objet
16	Eaux pluviales et de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 31.6	/	Sans objet
18	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 34	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, 4 non-conformités ont été constatées, sur les thèmes suivants :

- les travaux de décapage des sols,
- le suivi de l'impact écologique,
- le ravitaillement en carburants,
- le rejet d'eau dans le milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire de matériaux valorisables (4 % de stériles) est de 98 000 tonnes sur une période quinquennale avec un maximum de 120 000 tonnes.
Constats : Les volumes extraits ces 4 dernières années (2019 à 2022) sont en moyenne de l'ordre de 50 000 tonnes par an. Il n'y a pas de dépassement du volume maximum annuel autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stockage de déchets inertes extérieurs au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets inertes extérieurs au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des déchets inertes, non souillés, sont apportés dans la carrière au rythme de 20 000 m ³ maximum par an pour être utilisés dans le cadre du réaménagement de la carrière.
Constats : Les volumes annuels d'apports de déchets inertes sont inférieurs au volume maximum autorisé (environ 10 %). Ils sont uniquement constitués des "terres et cailloux" non pollués qui proviennent de chantiers de terrassement locaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 12
Thème(s) : Situation administrative, Panneaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place en bordure de la voie d'accès au site, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau à l'entrée de la carrière indique toutes les informations requises de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès à la carrière et desserte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la carrière et desserte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès et la desserte à la carrière se font par la Route Départementale N° 156 qui doit être équipée de chaque côté de panneaux : « sortie de camion » ensuite par un chemin d'exploitation revêtu sur une cinquantaine de mètres d'un enrobé puis en gravier (entretenu par l'exploitant et équipé d'un panneau : « Stop ») jusqu'à l'entrée de la carrière.
Constats : Des panneaux sont présents le long de la route départementale n° 156 pour signaler la sortie de camion dans les deux sens de circulation. Le chemin d'accès à la carrière est depuis la route départementale en enrobé, puis en gravier. Un panneau stop est présent au niveau du débouché du chemin d'accès à la carrière sur la route départementale.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Impact paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Impact paysager
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de réduire l'impact visuel de la carrière sur l'environnement, le remblaiement à l'avancement du front ouest vers le nord et sa végétalisation naturelle doivent être poursuivis et entretenus. Dès le début d'exploitation, un merlon positionné sur les limites est sur la bande périphérique prévue à l'article 22.3, de 1,5 mètre de hauteur mini et de 3 m d'emprise au sol doit être mis en place avec les matériaux de décapage. Il doit être végétalisé côté est par la plantation d'arbuste d'essence locale.
Constats : Le remblaiement du front ouest en direction du nord est en cours. La végétation reprend spontanément sur les zones remises en état. Un merlon végétalisé est présent en limite est des surfaces en cours d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La cote minimale du carreau ne doit pas être inférieure à 460 mètres NGF
Constats : La cote minimale du carreau est à 460 mètres NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 22.2
Thème(s) : Risques accidentels, Géométrie des fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fronts sont constitués de gradins de 15 mètres maximum de hauteur verticale pour des banquettes de 10 m de large.
Constats : Les deux fronts en cours d'exploitation ont une hauteur verticale inférieure à 15 m et la banquette intermédiaire est d'une largeur supérieure à 10 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Retrait de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 22.3
Thème(s) : Risques accidentels, Retrait de l'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Les bords supérieurs de l'excavation sont à plus de 10 mètres des limites du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 23.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux élaborés sont stockés en fond de fosse et à proximité de l'accueil.
Constats : Les matériaux élaborés (granulats) sont stockés à proximité de l'accueil (pont bascule) dans l'enceinte autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée en 2 phases quinquennales et une phase triennale soit 13 années d'extraction, la 14ème année servant à finir la remise en état. (plans en annexe n°2A à 2C). L'exploitation progresse du Sud vers le Nord au maximum sur 3 fronts.
Constats : L'exploitation progresse du sud vers le nord sur deux fronts. Le front inférieur se situe sur la surface de la phase 1 et le front supérieur sur la surface de la phase 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Mesures de réduction relatives au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux de décapage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux de décapage doivent être réalisés entre septembre et février. Les haies et bandes boisées périphériques à la zone d'extension doivent être conservées afin de maintenir l'habitat de reproduction des espèces agropastorales et en particulier du bruant jaune et de la pie grièche écorcheur. Les travaux de remise en état à l'avancement prévus aux articles 35 et suivant constituent des mesures de réduction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant les derniers travaux de décapage ont eu lieu à l'été 2022 sans précision sur les dates.</p> <p>Les haies et bandes boisées sont présentes en périphérie de la surface exploitable en extension.</p> <p>Les apports d'inertes sont actuellement utilisés pour le remblaiement du carreau du sud vers le nord. Les stériles d'exploitation sont principalement réutilisés pour le réaménagement des fronts résiduels à l'avancement (actuellement au niveau du front ouest).</p> <p>Observation : les travaux de décapage doivent être réalisés en période de moindre sensibilité sur la faune et la flore entre septembre et février.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Mesures de suivi relatives au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de suivi relatives au milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des suivis relatifs aux impacts évalués dans l'étude d'impact initial doivent être réalisés au cours de l'exploitation aux années n+ 5 et n+ 10 notamment sur les oiseaux rupestres et les chiroptères. Les suivis doivent faire l'objet d'un protocole à soumettre à validation du service Biodiversité, Eau et Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté au plus tard dans les six mois suivant la date de notification du présent arrêté.</p> <p>Ce suivi fera l'objet de comptes-rendus qui seront transmis au plus tard le 31 décembre de l'année du suivi au service Biodiversité, Eau et Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté. Chaque compte-rendu doit comprendre outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels doivent également être fournis au format tableur informatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom de l'opérateur ; • les noms scientifiques et vernaculaires de chaque espèce ; • le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ; • la date de l'opération.
<p>Constats:</p> <p>Non-conformité :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu justifier la réalisation du suivi relatif aux impacts sur les oiseaux rupestres et les chiroptères prévu à l'année n+5, soit en 2021.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 30
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • le bord de la fouille, la limite de 10 m fixée à l'article 22.3, les clôtures ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire de contrôle des matériaux à remblayer et des banquettes découpant les fronts ; • les zones remises en état ; • la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 26 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. L'exploitant doit le tenir à la disposition de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan d'exploitation a été relevé par un géomètre-expert en décembre 2022.</p>
Observation : absence de bornes permettant de délimiter la limite autorisée de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Gestion des hydrocarbures et produits pétroliers polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 31.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des hydrocarbures et produits pétroliers polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aucun stockage de carburant n'est présent sur le site en dehors des réservoirs techniquement dédiés aux machines. Les produits nécessaires à l'entretien courant (huile, liquide refroidissement, graisse) sont stockés en fût sur bac de rétention adapté. Les produits d'entretien courant sont stockés dans un local fermé situé sur l'aire étanche.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de stockage de carburant dans la carrière.</p> <p>Les produits d'entretien des engins sont stockés sur rétention dans un local fermé positionné sur l'aire étanche de ravitaillement en béton (principalement en fûts de 200 litres et GRV de 1 000 litres).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Gestion des hydrocarbures et produits pétroliers polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 31.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des hydrocarbures et produits pétroliers polluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des installations doit s'effectuer par camion citerne muni d'une pompe à pistolet automatique pour éviter tout débordement. Les autres engins sont ravitaillés en carburant sur l'aire étanche de dépotage.
Constats : Le ravitaillement des engins et de l'installation mobile de traitement des matériaux est effectué par un camion-citerne équipé d'un pistolet automatique. Non-conformité : lors de la visite, le ravitaillement des engins n'a pas été réalisé sur l'aire étanche de ravitaillement prévue à cet effet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Eaux pluviales et de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 31.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales et de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures, telles que les eaux de ruissellement issues de l'aire de stationnement doivent transiter par un dispositif de déshuileur-décanteur. Les valeurs limites de rejet dans le milieu naturel sont : <ul style="list-style-type: none"> • MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l ; • DCO (demande chimique en oxygène sur l'effluent non décanté) : < 125 mg/l ; • Hydrocarbures totaux (HCT) : < 5 mg/l. Ces valeurs limites sont à respecter pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : L'aire étanche de ravitaillement et de stationnement des engins est équipée d'un dispositif de traitement des eaux de ruissellement de type déshuileur décanteur. Selon l'exploitant, ce dispositif est vidangé et nettoyé une fois par an. Chaque année l'exploitant fait procéder à une analyse des eaux traitées par le dispositif par un organisme extérieur. Les derniers prélèvements et analyses ont été réalisés par le bureau d'études Sciences Environnement en mai 2023. Les prélèvements et mesures ont été réalisées directement dans la cuve de l'unité de traitement en l'absence de point de prélèvement aménagé. Le rejet s'effectue en puit perdu. Les résultats des analyses sont conformes aux valeurs limites de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées canalisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.
Constats : Non-conformité : absence d'aménagement d'un point de prélèvement en aval du dispositif de traitement des eaux de ruissellement de l'aire étanche de ravitaillement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer, dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Des mesures doivent être effectuées à chaque changement de phase et de front d'exploitation et à la demande de l'Inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont archivés.
Constats : Les tirs de mines et les mesures de vibrations sont effectués par un sous-traitant. Lors de chaque tir, il est procédé à la mesure des vibrations au niveau de l'habitation la plus proche située à l'ouest de la carrière. Les résultats des derniers tirs contrôlés (15/11/2022 et 20/10/2022) sont conformes en vibration et en surpression aérienne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet